

ECO-BUSINESS

13 Avril 2024

www.lodj.ma



**FIN DE CRISE ÉCONOMIQUE AU MAROC OU
SIMPLE EMBELLIE PONCTUELLE ?**

**LE MAROC DANS LE CLASSEMENT DE L'IDH : UN ÉLÈVE
ASSIDU QUI N'OBTIENT PAS DE BONNES NOTES !**



LODJ.TV

LA WEB TV ECO & ECO



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000

Télespectateurs / mois

+ 20
Émissions

+ 500
Épisodes



SCAN ME!

Sommaire

Fin de crise économique au Maroc ou simple embellie ponctuelle ?



Faible corrélation entre les prix internationaux des carburants et ceux pratiqués au Maroc



La lutte contre la corruption s'organise



Naissance d'un nouveau groupe financier marocain



Startups Maroc : Des levées des fonds encore insignifiants

L'urgence d'instaurer un "Start-up Act" spécifiquement conçu pour le Maroc n'a jamais été aussi palpable.



Le Maroc devient une destination d'investissement importante pour les Émirats arabes unis

L'OCP et Fortescue Energy lancent la production d'ammoniac vert et d'engrais verts à grande échelle



Édito en vidéo

Faire preuve d'intelligence... Artificielle à l'école, au collège, au lycée, à l'université et au quotidien

L'ODJ
.MA

Faire preuve
d'intelligence ... Artificielle
à l'école, au collège, au
lycée, à l'université et au
quotidien

ADNANE
BENCHAKROUN

LE 8ÈME
JOUR



Fin de crise économique au Maroc ou simple embellie ponctuelle ?

Les récentes données publiées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) offrent une perspective optimiste quant à la trajectoire économique du Maroc au premier trimestre de 2024. Ces informations dévoilent une amélioration tangible par rapport à l'année précédente, marquée par une reprise dynamique de la demande intérieure.



La question demeure cependant : assiste-t-on à une véritable fin de crise économique ou à une embellie temporaire ?

Fin de crise économique au Maroc ou simple embellie ponctuelle ?

Au cœur de cette reprise, la demande intérieure s'est avérée être un moteur significatif de croissance, avec une contribution de 6,7 points à l'économie globale, en contraste frappant avec le modeste -0,1 point de l'année précédente.

Cette reprise est principalement attribuable à une hausse de la consommation des ménages de 2,7% en glissement annuel, stimulée par un effet de calendrier lié au Ramadan et une amélioration du pouvoir d'achat grâce à la diminution de l'inflation.

Les produits alimentaires et les biens de consommation finis importés ont bénéficié de cette tendance, témoignant d'une consommation vigoureuse.

Par ailleurs, la consommation des administrations publiques a aussi enregistré une croissance, soutenue par une augmentation des dépenses de fonctionnement. L'investissement, quant à lui, a conservé son élan avec une croissance robuste pour le troisième trimestre consécutif, signalant une confiance renouvelée des entreprises dans l'économie. Ces dernières, profitant d'une amélioration de leurs marges grâce à la baisse de l'inflation fin 2023, ont accru leurs emprunts bancaires pour financer leurs investissements. Cette dynamique est illustrée par la croissance de 17,3% de la formation brute de capital fixe, ainsi que par l'augmentation des crédits à l'équipement de 10,8%.

L'investissement dans le secteur de la construction a été particulièrement dynamisé par des initiatives publiques, notamment en préparation de la CAN 2025 et pour la reconstruction après le séisme d'El Haouz, soulignant l'importance des programmes d'infrastructure dans le soutien à la croissance.





L'évolution de l'inflation est également un indicateur clé de cette phase de reprise. La tendance baissière de l'inflation, avec un indice des prix à la consommation à +1,1% au premier trimestre de 2024, illustre une détente des prix significative, principalement due au ralentissement des prix des produits alimentaires et à une augmentation plus modérée des prix des produits non alimentaires. Cette baisse contribue à améliorer le pouvoir d'achat et soutient la consommation des ménages.

Cependant, pour qualifier cette période de véritable fin de crise économique, il est essentiel de considérer la durabilité de ces tendances. Si l'amélioration du pouvoir d'achat grâce à la baisse de l'inflation et l'augmentation des investissements signalent un renouveau économique, la pérennité de la croissance dépendra de facteurs tels que la stabilité macroéconomique, la capacité à maintenir l'inflation à un niveau bas, et la continuation des réformes pour stimuler l'investissement et la consommation.

En conclusion, bien que les indicateurs actuels pointent vers une reprise économique notable au Maroc, la question de savoir s'il s'agit d'une fin durable de la crise économique ou d'une amélioration temporaire reste ouverte. La réponse dépendra de la capacité du pays à soutenir cette croissance à moyen et long terme, à travers des politiques économiques prudentes et des investissements stratégiques.



Faible corrélation entre les prix internationaux des carburants et ceux pratiqués au Maroc

Dans un monde où l'économie de marché prédomine, la transparence et la régulation efficace sont des piliers essentiels pour assurer une concurrence loyale et protéger les intérêts des consommateurs. Le cas de notre pays en ce qui concerne la faible corrélation entre les prix internationaux du gaz, du gazole et de l'essence et ceux pratiqués sur le marché domestique, met en lumière les défis auxquels les régulateurs sont confrontés dans la surveillance des marchés énergétiques.

Il est de notoriété publique, et désormais officiellement confirmé par le Conseil de la Concurrence du Maroc, que les prix des carburants sur le marché national ne reflètent pas toujours fidèlement les fluctuations des prix à l'international.

Cette situation suscite des interrogations, notamment lorsque les prix internationaux augmentent et que cette hausse est immédiatement répercutée sur les consommateurs marocains, alors que la baisse des prix à l'international peine à se traduire par une diminution des tarifs au niveau national.

Selon les données fournies par le Conseil, pour le gazole, une corrélation significative a été observée entre les variations des prix internationaux, les fluctuations des coûts d'achat, et les changements dans les niveaux de stocks, avec un coefficient de corrélation avoisinant 0,88.

Cela indique une forte liaison entre les coûts d'achat des opérateurs et les prix de vente au consommateur, bien que cette relation soit moins marquée pour l'essence, où les coefficients de corrélation sont plus faibles.



Cette disparité dans la corrélation entre les deux types de carburants suggère que différents facteurs influencent la fixation des prix au Maroc. Parmi eux, l'effet stock joue un rôle prépondérant.

En effet, les opérateurs sont souvent contraints d'écouler des stocks achetés à des prix plus élevés avant de pouvoir répercuter toute baisse des prix internationaux sur les consommateurs.

Cette situation est exacerbée par des phénomènes de rattrapage où, après des périodes de marges brutes faibles, les opérateurs augmentent leurs prix bien au-delà des fluctuations des coûts d'achat pour compenser les pertes antérieures.

L'analyse des données de 2023 illustre parfaitement cette dynamique.

Le premier semestre a été caractérisé par des marges brutes relativement faibles pour les opérateurs, tandis que le deuxième semestre a vu une augmentation significative des marges, indiquant une tentative de rattrapage après une période de compressions.

Faible corrélation entre les prix internationaux des carburants et ceux pratiqués au Maroc

Face à ces constatations, le Conseil de la Concurrence a pris des mesures pour améliorer la transparence et la concurrence sur le marché des hydrocarbures. Lors de sa réunion en collège le 13 novembre 2023, il a entériné des accords de transaction avec neuf sociétés opérant dans le secteur, incluant le paiement d'amendes et la souscription à des engagements comportementaux.

Parmi ces engagements, la publication trimestrielle d'un rapport sur l'activité des sociétés dans le secteur des hydrocarbures vise à offrir une plus grande visibilité sur la formation des prix et à favoriser une concurrence saine.

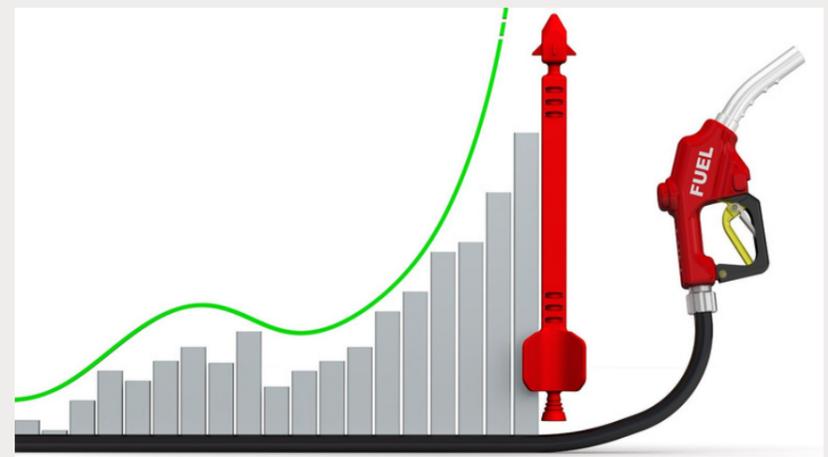
Cette initiative est un pas dans la bonne direction.

Cependant, elle souligne également l'importance d'une régulation dynamique et proactive du marché pour garantir que les bénéfices des fluctuations des prix internationaux soient équitablement partagés entre les opérateurs et les consommateurs.

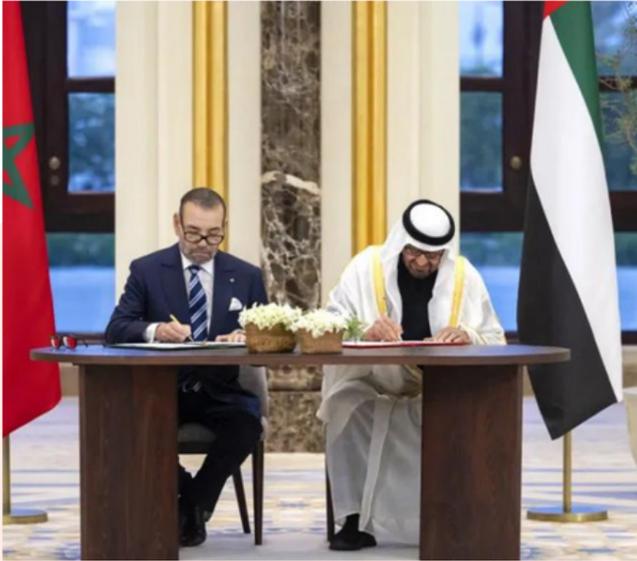
La transparence et la surveillance régulière sont cruciales pour détecter et corriger toute distorsion du marché qui pourrait porter préjudice aux consommateurs et entraver une concurrence équitable.

En conclusion, l'exemple marocain illustre les défis et les complexités de la régulation des marchés énergétiques dans une économie mondialisée. Il met en exergue la nécessité d'une régulation attentive et informée, capable de s'adapter aux dynamiques du marché pour protéger les intérêts des consommateurs tout en favorisant un environnement de marché sain et compétitif.

La voie vers un marché des hydrocarbures plus transparent et équitable au Maroc passe indubitablement par une régulation renforcée, une surveillance accrue et une collaboration étroite entre le gouvernement, les régulateurs et les opérateurs du marché.



Le Maroc devient une destination d'investissement importante pour les Émirats arabes unis



Selon le journal électronique Atalayar citant Jamal Saif Al Jarwan, secrétaire général du Conseil émirati des investisseurs internationaux

Al Jarwan a indiqué que les investissements émiratis à l'étranger, tant gouvernementaux que privés, atteindraient environ 2 500 milliards de dollars en 2024, ce qui conforterait le pays arabe dans sa position d'investisseur mondial de premier plan.

Alors que les États-Unis détiennent la plus grande part des investissements émiratis, avec 65 milliards de dollars en obligations et 50 milliards de dollars en investissements directs, suivis par l'Égypte avec 65 milliards de dollars, le Royaume-Uni et l'Inde avec 40 milliards de dollars chacun en investissements directs, le Maroc atteindrait une position significative avec sa part de 30 milliards de dollars.



Selon la même source, Les investissements des Émirats arabes unis au Maroc couvrent un large éventail de secteurs et sont basés sur une déclaration conjointe signée en décembre dernier, qui aborde les plans de renforcement de la coopération économique, commerciale, industrielle et en matière d'investissement. Intitulée « Vers un partenariat innovant, renouvelé et enraciné »



Les projets d'investissement émiratis au Maroc se multiplient

Les principaux domaines d'investissement comprennent des projets d'infrastructure tels que les chemins de fer à grande vitesse, le développement d'aéroports et de ports, ainsi que des secteurs durables tels que la production d'hydrogène vert, la coopération en matière de sécurité alimentaire avec le groupe marocain OCP, le tourisme, l'immobilier et la reconstruction après les tremblements de terre.

La situation stratégique du Maroc en fait également une porte d'entrée pour les Émirats arabes unis, qui peuvent ainsi explorer des partenariats en matière d'infrastructures énergétiques avec des pays africains.

Startups Maroc : Des levées des fonds encore insignifiants

L'urgence d'instaurer un "Start-up Act" spécifiquement conçu pour le Maroc n'a jamais été aussi palpable.

L'attente autour de l'annonce d'un "Small Business Act" pour les startups au Maroc s'est transformée en une source de perplexité face aux hésitations répétées du gouvernement.

Au cœur de l'écosystème dynamique des startups de la Zone MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), le Maroc, malgré sa position de sixième au classement des levées de fonds en mars 2024, continue de faire face à des défis significatifs pour attirer des investissements à la hauteur de ses ambitions. Cette situation met en lumière les difficultés rencontrées par les startups marocaines dans un paysage régional compétitif, dominé par des géants tels que l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis.

Selon les analyses récentes publiées par Wamda et Digital Digest le 1er avril 2024, les entreprises technologiques marocaines n'ont réussi à lever que 2,5 millions de dollars à travers seulement deux transactions au cours du mois de mars. Ce chiffre pâlit en comparaison avec les montants mobilisés par leurs homologues du Moyen-Orient, soulignant une dynamique d'investissement qui favorise largement les centres technologiques établis de la région.

En effet, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis se détachent nettement comme les leaders de la Zone MENA, avec des levées de fonds atteignant respectivement 198 et 38,7 millions de dollars le même mois. Cette répartition des investissements révèle une concentration des capitaux vers des écosystèmes jugés plus matures ou offrant des perspectives de croissance plus élevées, laissant les startups marocaines dans une quête ardue pour se faire une place au soleil.



Le contraste est encore plus frappant lorsqu'on considère l'évolution des levées de fonds à l'échelle de la région. Le montant global mobilisé en mars 2024 s'élève à 253,5 millions de dollars, répartis sur 54 transactions. Ce montant représente une augmentation considérable de 186 % par rapport aux 88,7 millions de dollars levés en février 2024, dénotant une activité d'investissement florissante dans la zone MENA, à laquelle les startups marocaines peinent néanmoins à participer pleinement.

L'analyse se focalise également sur l'importance croissante des startups égyptiennes et marocaines dans le panorama de l'investissement technologique en Afrique du Nord. Cependant, malgré cette reconnaissance, le Maroc et l'Égypte restent loin derrière les leaders de la zone en termes de capacité à attirer des financements significatifs.

Cette situation interpelle sur plusieurs fronts. D'une part, elle souligne la nécessité pour les startups marocaines d'innover et de renforcer leurs propositions de valeur pour séduire les investisseurs. D'autre part, elle appelle à une réflexion sur les mécanismes de soutien que les gouvernements et les institutions financières peuvent mettre en place pour favoriser une répartition plus équilibrée des investissements au sein de la zone MENA.

En réponse à ce défi, des experts suggèrent plusieurs pistes d'action. Parmi celles-ci, l'importance de créer des ponts plus solides entre les écosystèmes de startups à travers la région, favorisant ainsi le partage de connaissances et les collaborations transfrontalières. Il est également crucial d'améliorer l'accès aux financements pour les entreprises en phase de démarrage et de croissance, notamment par le biais de fonds d'investissement spécialisés et de programmes d'accompagnement dédiés.

Dans un environnement global de plus en plus compétitif, le succès des startups marocaines sur la scène des levées de fonds nécessitera une combinaison d'innovation intrinsèque, de soutien institutionnel et de collaboration régionale. En se mobilisant pour surmonter ces obstacles, le Maroc peut non seulement renforcer sa position dans l'écosystème des startups de la zone MENA mais également contribuer de manière significative à la dynamique d'investissement dans la région.



L'urgence d'instaurer un "Start-up Act" spécifiquement conçu pour le Maroc n'a jamais été aussi palpable.

Dans un monde où l'innovation et la technologie dictent le rythme du progrès, les startups marocaines se trouvent à un carrefour critique. Elles possèdent le potentiel de transformer radicalement des secteurs entiers, de créer des emplois de qualité et de propulser l'économie nationale sur la scène internationale. Cependant, sans un cadre législatif et réglementaire adapté à leurs besoins uniques - notamment en termes d'accès au financement, de simplification des démarches administratives, et de soutien à l'innovation - nombre d'entre elles peinent à franchir le cap de la croissance et de la pérennité.

Un "Start-up Act" marocain serait plus qu'un simple ensemble de directives ; il symboliserait une reconnaissance officielle de l'importance stratégique des startups dans l'économie nationale et un engagement envers la création d'un écosystème propice à leur épanouissement. Il s'agirait de mettre en place des mesures concrètes pour faciliter la création d'entreprises innovantes, attirer des investissements, tant nationaux qu'internationaux, et offrir des incitations fiscales et non fiscales pour stimuler l'entrepreneuriat.

En adoptant un tel acte, le Maroc pourrait accélérer la transformation de son économie, en faisant des startups le moteur d'une croissance durable et inclusive. Cela nécessite une action urgente pour que le pays puisse tirer pleinement parti de ses talents innovants et construire un avenir prospère. Le "Start-up Act" marocain est donc un impératif stratégique, non seulement pour soutenir les entrepreneurs dans leur quête d'innovation mais aussi pour positionner le Maroc comme un leader de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans la région MENA et au-delà.

L'attente autour de l'annonce d'un "Small Business Act" pour les startups au Maroc s'est transformée en une source de perplexité face aux hésitations répétées du gouvernement. Cette situation suscite de l'incompréhension dans l'écosystème entrepreneurial, surtout à un moment où l'urgence de soutenir les startups ne pourrait être plus élevée. Ces entreprises innovantes représentent une opportunité cruciale pour diversifier l'économie marocaine, stimuler la création d'emplois et renforcer la compétitivité du pays sur le marché mondial. Le retard à formaliser et à mettre en œuvre un cadre législatif adapté, capable de répondre aux besoins spécifiques de ces entreprises en démarrage, freine non seulement le développement de ces jeunes pousses mais aussi l'attrait du Maroc en tant que destination d'investissement dans le secteur des technologies et de l'innovation. Dans un monde qui avance rapidement, où chaque jour compte dans la course à l'innovation, l'urgence d'agir pour libérer le plein potentiel des startups marocaines est plus pressante que jamais.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

Alerte **CLIMAT**

La planète sonne l'alarme. Il reste deux ans pour dévier du chemin du désastre climatique. Cette sommation urgente émane du sommet de l'ONU Climat, écho d'un monde qui exige des actions concrètes face à une crise qui ne cesse de se préciser. Le G20, acteur majeur de cette lutte, se retrouve devant un défi de taille.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

Le message de Simon Stiell, à la tête de l'ONU Climat, est sans appel : deux ans.

C'est le délai que nous avons pour changer le cours des choses, pour sauver notre monde d'une crise climatique irréversible. Le G20 pèse lourd dans les émissions mondiales, ce groupe est désigné comme le problème et la clé de la solution car laisser le climat en second plan n'est plus une option.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

La lutte contre la corruption s'organise

Dans un effort soutenu pour combattre la corruption, un phénomène qui continue de défier les systèmes de gouvernance à travers le monde, le Maroc a pris des mesures significatives pour renforcer l'intégrité dans son secteur financier.

Le 4 avril 2024, l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), Bank Al-Maghrib, l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC), et l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) se sont réunies pour leur quatrième réunion annuelle de haut niveau. Cette rencontre a marqué un moment crucial dans le suivi de la Convention de Coopération signée en novembre 2019 entre ces institutions, avec pour but d'éliminer la corruption dans le secteur financier.

Cette réunion a permis d'échanger sur les progrès réalisés et les défis rencontrés dans la lutte contre la corruption tant au niveau national qu'international. L'événement a souligné l'importance de la coopération et du partage d'expériences dans la création d'une infrastructure robuste capable de prévenir la corruption. Un point clé de cette rencontre a été l'examen des réalisations de l'année 2023 et l'adoption d'une feuille de route ambitieuse pour 2024, visant à poursuivre et à renforcer ces efforts.

L'année 2023 s'est distinguée par des avancées notables, notamment le déploiement d'un programme de formation et de sensibilisation à grande échelle qui a profité à plus de 930 cadres et responsables du secteur. Ces initiatives éducatives sont essentielles pour instiller une culture de l'intégrité et de la transparence. De plus, la collaboration entre les quatre autorités et d'autres acteurs du secteur a été renforcée par des événements comme la édition du forum des organismes certifiés ISO 37001 et divers ateliers centrés sur la gestion des conflits d'intérêts et d'autres risques de corruption.

Un autre point fort de 2023 a été l'adoption de systèmes de management anticorruption conformes à la norme ISO 37001 par l'AMMC et l'ACAPS, suivant l'exemple de Bank Al-Maghrib. Cette norme internationale représente une étape importante dans la formalisation des efforts de prévention de la corruption, et son adoption par les institutions financières marocaines témoigne de leur engagement à respecter les meilleures pratiques internationales.

Pour 2024, les autorités marocaines se sont engagées à poursuivre le développement des capacités des acteurs du secteur financier dans la gestion du risque de corruption et le renforcement du cadre réglementaire. Cette démarche est essentielle pour maintenir la dynamique de progrès et garantir que le secteur financier puisse opérer dans un environnement de plus en plus transparent et intègre.

-

La lutte contre la corruption est un défi global qui requiert une action cohérente et continue. L'initiative marocaine, exemplifiée par cette coopération inter-institutionnelle, montre une volonté ferme de faire face à ce défi. Elle souligne l'importance de la formation, de la certification et du partage d'expériences comme piliers d'une stratégie efficace contre la corruption. À travers ces efforts, le Maroc espère non seulement améliorer l'intégrité de son secteur financier mais aussi servir d'exemple dans la région et au-delà.

L'OCP et Fortescue Energy lancent la production d'ammoniac vert et d'engrais verts à grande échelle

Dans une ère où le développement durable et l'innovation énergétique sont au cœur des priorités mondiales, le Groupe OCP, pionnier mondial de la nutrition des plantes et des engrais à base de phosphate, s'associe avec Fortescue Energy, figure de proue dans le secteur de l'énergie verte, des métaux, et de la technologie, pour lancer une joint venture (JV) ambitieuse au Maroc.

Selon les analystes, cette collaboration marque un tournant majeur, non seulement pour les deux entreprises mais aussi pour l'avenir énergétique durable à l'échelle mondiale.

Cet accord ambitieux repose sur une vision partagée : celle de propulser le Maroc, l'Europe, et les marchés internationaux vers une ère d'hydrogène vert, d'ammoniac vert, et d'engrais verts. Cette initiative s'inscrit dans une démarche résolument tournée vers l'avenir, envisageant le développement de sites de production avant-gardistes et un hub de recherche et développement (R&D) dédié à la promotion de l'industrie des énergies renouvelables en plein essor au Maroc.

Les deux géants, Fortescue et le Groupe OCP, apportent à cette entreprise commune leur expertise inégalée dans les domaines respectifs du minerai de fer et du phosphate. Unis par un engagement ferme à réduire leurs émissions de carbone, ils envisagent l'hydrogène vert et l'ammoniac vert comme des piliers essentiels à la construction d'un avenir durable à l'échelle planétaire.

Quatre projets phares ont été dévoilés pour concrétiser cette vision au Maroc :

1. Le développement d'une capacité de production d'ammoniac vert et d'engrais verts à grande échelle, englobant toutes les étapes, de la génération d'énergies renouvelables à la production d'engrais ;
2. La mise en place de lignes de fabrication dédiées à la technologie verte et aux équipements respectueux de l'environnement ;
3. L'inauguration d'un hub de R&D et de technologie près de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), à proximité de Marrakech. Ce centre vise à stimuler la collaboration et la recherche dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert, et du traitement des minéraux ;
4. Le lancement de fonds de capital-risque d'entreprise pour encourager les investissements dans les innovations technologiques clés.

L'OCP et Fortescue Energy lancent la production d'ammoniac vert et d'engrais verts à grande échelle



La JV bénéficiera également de l'expertise d'INNOVX, une plateforme dédiée au développement d'entreprises innovantes et durables, renforçant ainsi la dynamique d'un écosystème émergent à fort impact local.

Cette collaboration entre le Groupe OCP et Fortescue met en lumière l'engagement partagé à transformer le Maroc en un hub mondial d'énergie verte. Elle annonce des bénéfices substantiels à long terme pour le Maroc, promettant un avenir où innovation et durabilité marchent main dans la main. Toutefois, la concrétisation de cette JV reste soumise aux approbations réglementaires habituelles, préfigurant une nouvelle ère d'opportunités pour le Maroc et pour le monde.

L'ambition est claire : fournir de l'hydrogène vert et de l'ammoniac vert utilisables comme sources d'énergie propres et dans la production d'engrais neutres en carbone, accessibles et abordables pour les agriculteurs du monde entier.

Mostafa Terrab, PDG du Groupe OCP, exprime son enthousiasme : « Notre partenariat avec Fortescue reflète notre engagement partagé envers la décarbonation. Cette collaboration symbolise une étape majeure vers la réalisation de notre vision commune, consistant à garantir la sécurité alimentaire mondiale tout en combattant le changement climatique. »

De son côté, Dr. Andrew Forrest AO, Président Exécutif de Fortescue, souligne : « Avec OCP, nous ambitionnons de faire du Maroc un leader mondial dans la production d'énergie verte. Cette collaboration vise à établir une plateforme internationale de référence, faisant du Maroc un acteur clé dans la transition énergétique mondiale, grâce à ses ressources exceptionnelles en énergies solaire et éolienne. »



Mark Hutchinson, PDG de Fortescue Energy :

« Cette alliance avec OCP va transformer le Maroc en un leader mondial de l'énergie renouvelable, tout en créant des emplois et en favorisant le développement industriel dans le pays. C'est un moment charnière pour nos deux entreprises et pour le Maroc. »



JAMIE DIMON. LE PDG DE JPMORGAN CHASE

M. Dimon et l'intelligence artificielle

Comme beaucoup d'autres PDG, M. Dimon a déclaré qu'il voyait des promesses dans les cas d'utilisation de l'intelligence artificielle. La banque a trouvé 400 cas d'utilisation de l'IA jusqu'à présent, a déclaré M. Dimon, en particulier dans les services de marketing, de fraude et de risque de la banque. La banque étudie également la possibilité d'utiliser l'IA dans le développement de logiciels et dans les plans de productivité générale des employés.

"Nous sommes totalement convaincus que les conséquences (de l'IA) seront extraordinaires et peut-être aussi transformatrices que certaines des principales inventions technologiques des centaines d'années passées : Pensez à la presse à imprimer, à la machine à vapeur, à l'électricité, à l'informatique et à l'Internet, entre autres."

سيق وقييس

13 Avril 2024

Rapport de la semaine

La villa numeris : L'IA, une force positive au service de la société

Pour peu que nous le voulions, l'intelligence artificielle (IA) peut être bénéfique pour la société



Télécharger le rapport complet en PDF ou feuilleter en ligne la publication





Mehdi Qotbi

Le président français Emmanuel Macron a décoré de l'illustre distinction de Grand officier de l'Ordre national du Mérite Mehdi Qotbi, président de la Fondation nationale des musées du Maroc. Ce glorieux insigne octroyé par la République française à des personnalités exceptionnelles du monde de l'art et des lettres vient couronner cinquante-cinq années de carrière de Mehdi Qotbi au service de la peinture et des musées.



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

745 millions d'Euros

Un nouveau groupe financier marocain

Le Groupe Saham de Moulay Hafid Elalamy signe un contrat d'acquisition portant sur la SGMB et ses filiales pour 745 millions d'Euros. Le contrat d'acquisition porte sur 57,67% du capital social et des droits de vote de la SGMB (PNB de près de 6 MMDH) et ses filiales.

Le Groupe Saham s'est forgé la conviction que SGMB et ses filiales, de par leur positionnement, leur solidité financière et la qualité de leurs effectifs, constituent une plate-forme aux fondamentaux solides, permettant de doter le Maroc d'un nouveau groupe financier marocain (Société Générale Maroc, Sogelease, Eqdom, La Marocaine Vie...).

Cette acquisition sera financée par les capitaux propres du Groupe Saham issus de bénéfices d'investissements réalisés à l'international.



SMS

Sécurité Paris JO 2024 : le Maroc sollicité

L'inquiétude des risques potentiels liés à la sécurité lors des Jeux Olympiques prévus du 26 juillet au 11 août à Paris, la France a fait appel à l'assistance du Maroc.

Réunis récemment au Maroc, Abdellatif Hammouchi, directeur général de la Sûreté nationale et de la Surveillance du territoire (DGSN-DGST), et son homologue français, Frédéric Veaux, ont conclu un accord pour une collaboration étroite afin d'assurer la sécurité des Jeux Olympiques de 2024.

Cette entente s'inscrit dans le cadre d'un renforcement global de la coopération sécuritaire entre Rabat et Paris.

Le Maroc, doté d'une vaste expérience en matière de sécurité, avait précédemment offert son expertise au Qatar pour la coupe du monde 2022, notamment dans le domaine de la cybersécurité et de la gestion sécuritaire d'événements d'envergure.

Casablanca considère les activités de 'Yango' comme illégales

Les pratiques de 'Yango' constituent « une violation flagrante des dispositions légales », affirme la wilaya de Casablanca-Settat :

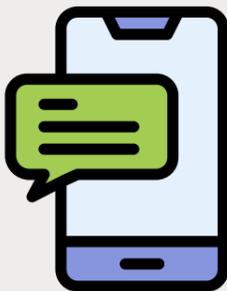
« La société étrangère nommée Yango, active dans le domaine du transport et de la fourniture de services via des applications mobiles, a commencé à organiser, offrir et fournir des services de transport de personnes moyennant paiement en utilisant une application mobile appelée 'Yango à Casablanca', sans disposer d'autorisation ou de licence préalable à cet effet, et en utilisant des véhicules non autorisés et en employant des chauffeurs non professionnels »

Le Nicaragua poursuit l'Allemagne pour facilitation du génocide à Gaza

La plus haute juridiction des Nations Unies a entamé, le 8 avril, les audiences préliminaires concernant la poursuite entamée par le Nicaragua contre l'Allemagne, qu'elle accuse de « faciliter » le génocide commis par Israël dans la bande de Gaza.

L'action judiciaire entreprise par le Nicaragua vise à mettre fin à l'aide militaire octroyée par l'Allemagne à Israël.

« L'Allemagne n'a violé ni la convention sur le génocide ni le droit international humanitaire, et nous exposerons cela en détail devant la Cour internationale de Justice », a déclaré le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, Sebastian Fischer.



Nouveau forage de gaz dans le bassin du Rharb

Au Maroc, la compagnie SDX Energy a annoncé mercredi 3 avril, qu'elle a engagé une nouvelle opération de forage dans le bassin du Rharb. Ces travaux concernent particulièrement le puits Beni Malek-2 (BMK-2).

Foré à environ 1,5 km du puits d'exploration BMK-1, BMK-2 cible trois réservoirs empilés dans la formation géologique de Guebbas et identifiés lors d'une précédente campagne de relevés sismiques 3D. SDX n'a pas précisé la durée du forage qui devrait s'exécuter jusqu'à 1 470 mètres de profondeur.

Comme ce fut le cas avec le puits KSR-21 également foré il y a quelques mois dans le bassin marocain du Rharb, SDX Energy table sur un résultat positif afin de répondre à la demande croissante de gaz de CITIC Dicastal, son principal client.

Depuis qu'elle s'est séparée de ses actifs gaziers égyptiens en septembre 2023, SDX Energy mise sur ses actifs du Maroc où elle travaille activement à se positionner comme l'un des plus importants fournisseurs de gaz.

Le ZiG, la nouvelle monnaie du Zimbabwe

Le ZiG est devenu officiellement, le 8 avril, la nouvelle monnaie du Zimbabwe, a annoncé le gouverneur de la banque de réserve du Zimbabwe, John Mushayavanhu. Cette nouvelle monnaie devrait s'appuyer sur les réserves d'or du Zimbabwe et un panier de devises étrangères, a-t-il indiqué.

Il est à souligner que ce pays d'Afrique australe connaît, depuis plusieurs années, une grave crise économique, son ancienne monnaie, le dollar du Zimbabwe, a enregistré une tragique dépréciation, de l'ordre de 70%, depuis le mois de janvier.

L'inflation, galopante au Zimbabwe, a augmenté de 26,5% en décembre 2023, pour atteindre 34,8% en janvier et 55,3% en mars 2024.

USA : 1,5 million de dollars pour soutenir l'autonomisation économique des villes de Laâyoune et de Dakhla

Le Département d'État américain a annoncé l'ouverture d'une ligne de financement à hauteur de 1,5 million de dollars pour soutenir l'autonomisation économique des villes de Laâyoune et de Dakhla.

L'ambassade américaine à Rabat appelle ainsi à la soumission de «toutes les propositions qui visent à renforcer le développement économique inclusif» avant le 17 mai 2024. Chaque projet sera doté d'une enveloppe budgétaire variant de 200.000 à 500.000 dollars.

Cette initiative émane du constat du département américain selon lequel la forte dépendance vis-à-vis de ces ressources limite le développement de ces secteurs et contribue à la baisse de la moyenne d'accès des femmes au marché du travail. Il considère de plus que la non-diversification de l'économie dans ces deux villes et la participation inégale de la population active sont deux défis économiques que doivent relever les régions.

Raison pour laquelle ce programme vise à soutenir les activités économiques ciblant les catégories vulnérables, à savoir les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap.

La Chine veut collaborer avec l'Afrique pour développer les compétences et les technologies en IA

Après le Forum de développement et de coopération Internet Chine - Afrique tenu en début de mois à Xiamen en Chine, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a fait état de sa volonté de partenariat avec le continent africain dans le domaine de l'IA.

Les domaines visés incluent l'application de l'intelligence artificielle dans les universités et instituts de recherche scientifique des deux régions, ainsi que le développement technologique et la recherche dans des secteurs comme la cybersécurité, la médecine, la gestion urbaine, l'éducation, l'agriculture, etc. Il s'agira aussi de renforcer des capacités, de développer des infrastructures numériques et d'échanger des talents.

Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

Une étude met en lumière un tournant potentiel dans les tendances de fécondité au Maroc

Que pense Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan Chase ?

Les femmes dans des positions de responsabilité, c'est bon pour les affaires !

Plaidoyer de M. Hassan Sentissi, Président de l'ASMEX, pour une vraie politique d'exportation

Le Maroc dans le classement de l'IDH : un élève assidu qui n'obtient pas de bonnes notes !

L'homme : vers une valorisation plus juste

Une étude met en lumière un tournant potentiel dans les tendances de fécondité au Maroc

L'évolution récente des tendances de fécondité au Maroc, capturée par une étude approfondie du Policy Center For The New South (PCNS), offre une perspective unique sur les dynamiques démographiques au sein du Royaume. Sur la dernière décennie, le Maroc a témoigné d'une stagnation, voire d'une légère augmentation de ses taux de fécondité, une tendance qui tranche avec la baisse continue observée lors des décennies précédentes.

Cette évolution soulève des questions sur les facteurs sous-jacents et leurs implications potentielles pour l'avenir démographique et économique du pays.

Depuis 2010, les statistiques révèlent une légère augmentation du nombre moyen d'enfants par femme, passant de 2,2 en 2009 à 2,4 en 2018, avant de réduire légèrement à 2,3 en 2019. Cette tendance est particulièrement marquée dans les zones urbaines, où le taux de fécondité a grimpé de 1,8 en 2010 à 2,2 en 2019. À l'opposé, les zones rurales ont vu une remontée plus modérée après une baisse constante, établissant le taux à 2,7 enfants par femme. Ces nuances entre zones urbaines et rurales sont indicatives des différents facteurs socio-économiques, culturels et éducatifs à l'œuvre.

Un facteur clé observé est le déclin de l'âge au premier mariage dans l'ensemble de la société marocaine, un phénomène qui semble avoir une influence notable sur les taux de fécondité malgré un taux élevé de prévalence contraceptive d'environ 70 %. L'accroissement de la scolarisation des filles accompagne ces tendances, bien que les femmes rencontrent toujours des difficultés pour accéder à l'activité économique hors du foyer. Ces éléments suggèrent une corrélation entre l'éducation, l'âge au mariage et la fécondité.

Il est cependant prématuré de conclure à une augmentation durable de la fécondité au Maroc. Les normes familiales actuelles et les conditions économiques et sociales semblent plutôt militer en faveur d'une fécondité modérée, avec un nombre idéal d'enfants par femme se stabilisant autour de 2,5. Cette tendance, qui n'est pas isolée au Maroc mais observée dans d'autres pays arabes, pose la question de la spécificité marocaine, notamment en comparaison avec l'Algérie et l'Égypte où la reprise de la fécondité est plus prononcée.



Les implications de ces évolutions sont multiples. D'une part, elles reflètent une transition vers des structures familiales privilégiant la qualité de vie sur la quantité, avec une préférence pour des familles moins nombreuses. D'autre part, elles posent des interrogations quant à la persistance de cette légère reprise de la fécondité et ses motivations. Les résultats du recensement de 2024 et les études qualitatives futures seront déterminants pour comprendre cette tendance et ses implications.

Dans une analyse comparative, on observe que ces tendances au Maroc s'inscrivent dans un contexte plus large de changements démographiques à l'échelle globale. Les pays développés et en développement font face à des défis similaires, avec des implications pour la planification urbaine, les politiques sociales et économiques, et la gestion des ressources. Le cas marocain illustre la complexité des dynamiques de fécondité, influencées par un éventail de facteurs socio-économiques et culturels.

Pour conclure, l'étude du PCNS met en lumière un tournant potentiel dans les tendances de fécondité au Maroc, marquant une période de transition démographique significative. Alors que le pays navigue entre tradition et modernité, les choix individuels et les contraintes économiques semblent orienter le Maroc vers une stabilisation future de sa fécondité. Cette évolution, révélatrice des transformations sociales en cours, continuera de susciter un vif intérêt parmi les démographes, économistes, et décideurs politiques, attentifs aux ramifications de ces changements sur le développement du Maroc.

Que pense Jamie Dimon, le PDG de JPMorgan Chase ?

Le banquier le plus influent du pays, Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase, a déclaré lundi aux investisseurs qu'il continuait de s'attendre à ce que l'économie américaine soit résistante et croisse cette année. Mais il craint que les événements géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine et la guerre entre Israël et le Hamas, ainsi que la polarisation politique aux États-Unis, ne créent un environnement qui "pourrait très bien engendrer des risques qui pourraient éclipser tout ce qui s'est passé depuis la Seconde Guerre mondiale".

Ces commentaires ont été formulés dans la lettre annuelle aux actionnaires de M. Dimon, qui utilise souvent cette lettre pour aborder des sujets tels que la politique, la réglementation et les événements mondiaux et ce qu'ils pourraient signifier pour JPMorgan Chase ainsi que pour l'économie dans son ensemble.

Selon Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase : "Le rôle de leader mondial de l'Amérique est remis en question à l'extérieur par d'autres nations et à l'intérieur par notre électorat polarisé", a déclaré M. Dimon.

"Nous devons trouver des moyens de mettre de côté nos différences et de travailler en partenariat avec d'autres nations occidentales au nom de la démocratie. En cette période de grandes crises, il est primordial de s'unir pour protéger nos libertés essentielles, y compris la libre entreprise".

À propos de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de l'attaque du Hamas contre Israël, M. Dimon a déclaré :

"L'Amérique et le monde occidental libre ne peuvent plus entretenir un faux sentiment de sécurité fondé sur l'illusion que les dictatures et les nations oppressives n'utiliseront pas leurs pouvoirs économiques et militaires pour faire avancer leurs objectifs, en particulier contre ce qu'elles perçoivent comme des démocraties occidentales faibles, incompetentes et désorganisées. ...

L'Amérique doit montrer la voie en s'appuyant sur ses forces, non seulement militaires, mais aussi économiques, diplomatiques et morales. Et c'est ce que nous devons faire aujourd'hui, alors que le leadership de l'Amérique est remis en question dans le monde entier. Il n'y a rien de plus important".



M. Dimon s'est montré particulièrement préoccupé par la poursuite des dépenses déficitaires du gouvernement américain et d'autres pays, ainsi que par la nécessité pour des pays comme les États-Unis de se remilitariser et de continuer à construire des infrastructures vertes, autant de facteurs qui maintiendront probablement l'inflation à un niveau plus élevé que ne le prévoient les investisseurs.

En raison de ces problèmes, M. Dimon a déclaré qu'il était moins optimiste que l'ensemble du marché quant à un "atterrissage en douceur" de l'économie américaine, qu'il a défini comme une croissance modeste accompagnée d'une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt, par rapport à l'ensemble du marché.

S'il estime que les investisseurs évaluent à "70 % ou 80 %" les chances d'un atterrissage en douceur, M. Dimon pense que les chances d'un tel résultat idéal sont "bien moindres".

"Ces forces importantes et quelque peu sans précédent nous incitent à rester prudents", a-t-il déclaré.

PODCAST ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Les femmes dans des positions de responsabilité, c'est bon pour les affaires !



Lahcen Haddad, expert en études stratégiques et ancien ministre, souligne l'importance économique d'intégrer les femmes sur le marché du travail et dans les postes de direction. Il indique que "les avantages qu'apporte une femme lorsqu'elle accède à un poste de direction sont des capacités intrinsèques qu'elle possède, non pas parce qu'elle est une femme, mais parce que son expérience sociale, économique et culturelle dans la société est différente et unique".

L'ODJ
MEDIA



أديين الاستقلاليين ولجنة الشؤون الاقتصادية
إدارة المنبقة عن اللجنة التحضيرية الوطنية
يؤتمر العام الثامن عشر للحزب



**PLAIDOYER DE M. HASSAN SENTISSI
POUR UNE VRAIE POLITIQUE D'EXPORTATION**

Émission économique de la semaine

**PLAIDOYER DE M. HASSAN SENTISSI, PRÉSIDENT DE
L'ASMEX, POUR UNE VRAIE POLITIQUE
D'EXPORTATION**

ANALYSE

LE MAROC DANS LE CLASSEMENT DE L'IDH : UN ÉLÈVE ASSIDU QUI N'OBTIENT PAS DE BONNES NOTES !

Le PNUD vient de publier son rapport annuel sur le développement humain 2023-2024 sous le thème assez révélateur

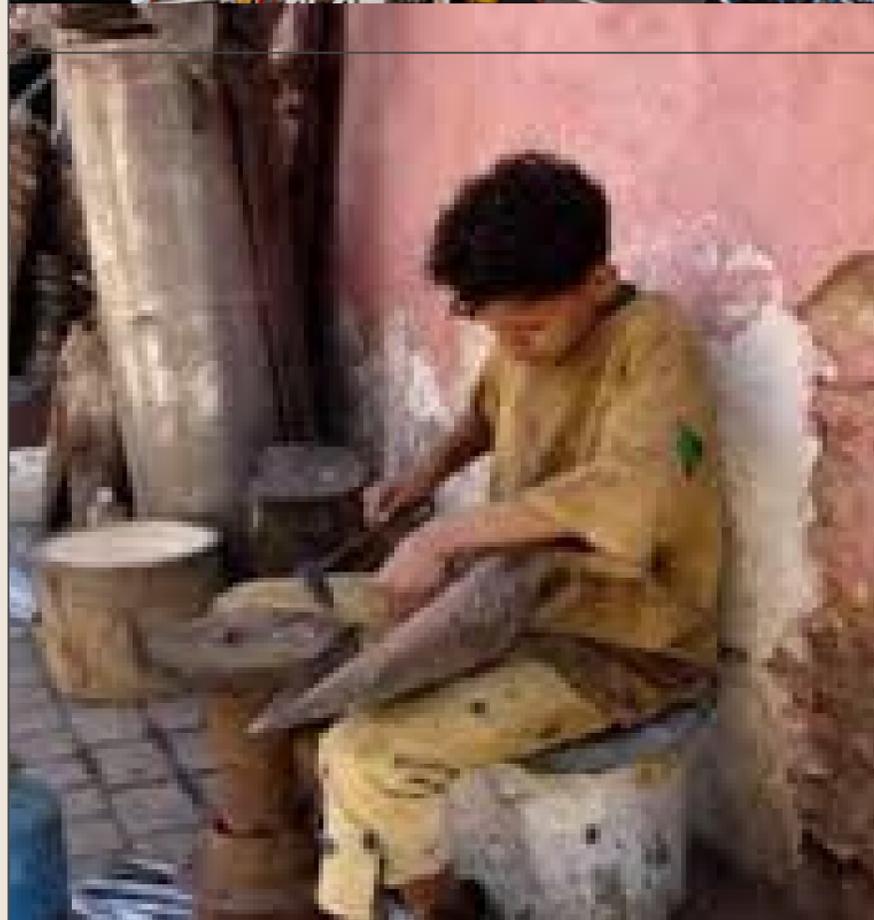
« Sortir de l'impasse. Repenser la coopération dans un monde polarisé ».

C'est un document volumineux de plus de 300 pages qui traite des principales problématiques que vit l'humanité.

Pour l'heure, seule la version anglaise est disponible. Pour ceux qui cherchent à le lire dans une autre langue, ils doivent se contenter d'un aperçu d'une dizaine de pages et d'un communiqué de presse qui annonce la publication du rapport juste pour donner l'envie de lire.

Avant d'examiner le cas du Maroc et son classement peu enviable dans le palmarès du développement humain, chose qui n'est pas nouvelle, il faudrait rappeler pourquoi parle-t-on d'impasse et que faire pour en sortir aux yeux du PNUD ?

Par Abdeslam Seddiki.



Le Maroc dans le classement de l'IDH : un élève assidu qui n'obtient pas de bonnes notes !

Le monde est dans l'impasse pour une série de raisons.

D'abord à cause des inégalités croissantes en matière de développement notamment entre les pays riches et les pays pauvres, inégalités aggravées par la crise-covid.

Le deuxième facteur réside dans le recul de la démocratie. Si 9 personnes sur 10 affichent un soutien indéfectible à l'idéal de la démocratie, le nombre de personnes qui soutiennent des dirigeants susceptibles de saper cet idéal a dépassé la moitié de la population mondiale.

Partout dans le monde, les individus font état de niveaux élevés de tristesse, de stress et d'inquiétude. Le troisième et dernier facteur réside dans l'impossibilité à réaliser les ODD (Objectifs de développement durables) et les engagements de l'Accord de Paris en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Que faire pour sortir de l'impasse ? Trois pistes sont proposées :

Premièrement, il faut mettre en place une « architecture des biens publics mondiaux adaptée au XXI^e siècle ». Ce serait le troisième volet de la coopération internationale, qui viendrait compléter l'aide au développement centrée sur les pays les plus pauvres et l'aide humanitaire centrée sur les situations d'urgence.

Deuxièmement, il faut faire baisser les températures et lutter contre la polarisation, qui empoisonne pratiquement tout ce qu'elle touche et entrave la coopération internationale. La fourniture de biens publics mondiaux y contribuera.

Troisièmement, nous devons combler les déficits de capacité d'agir, qui s'expliquent en partie par la divergence entre ce que les sociétés croient possible ou probable et ce qui est objectivement possible.

Ces déficits se manifestent également dans la mesure où la moitié des personnes dans le monde déclarent n'avoir pas ou peu de contrôle sur leur vie et plus des deux tiers estiment n'avoir que peu d'influence sur les décisions prises par leur gouvernement.

Venons à présent à l'IDH proprement dit pour examiner la place du Maroc.

On rappellera tout d'abord que cet indice synthétique variant de 0 à 1 se compose de trois éléments : l'espérance de vie à la naissance, le nombre d'années de scolarité et le RNB (revenu national brut) par habitant. Cet indice composite a été adopté par le PNUD pour dépasser les insuffisances du classement établi par la Banque Mondiale basé sur le seul critère du Revenu National.

Ainsi, l'IDH n'est pas nécessairement corrélé avec le niveau de la richesse nationale. Le rapport calcule la différence entre le Rang selon le RNB par habitant et le rang IDH. Pour les pays qui dégagent un chiffre positif, cela montre qu'il y a un progrès au niveau de l'IDH en comparaison avec le RNB. Et vice-versa. Par exemple, le Maroc dégage une différence de 4. En revanche, les Etats-Unis dégagent un chiffre négatif de -11. Pour être plus précis, si les USA, sont classés au 20^{ème} rang selon l'IDH, ils occupent la 9^{ème} place selon le critère du RNB par habitant. Le classement du Maroc est de 120 sur la base de l'IDH et de 124 selon le RNB/hab.

Comment peut-on apprécier ce nouveau classement du Maroc (relatif à l'année 2022 bien entendu) ?

Par rapport à 2021, où il a occupé le rang 123 (dans le nouveau rapport, il s'agit plutôt de 122 mais, mais là n'est pas le problème) le pays a enregistré un progrès de 2- 3 points. Comme l'appréciation des progrès ou des reculs ne se mesure pas sur une année, mais elle doit porter sur une période longue, nous avons suivi l'évolution de l'IDH depuis la publication du premier rapport sur le développement humain en 1990.



Le Maroc dans le classement de l'IDH : un élève assidu qui n'obtient pas de bonnes notes

Ainsi, l'IDH Maroc a augmenté régulièrement durant la période 1990- 2022, à la seule exception de 2020 où il a connu une légère diminution. En 2021, il retrouve son niveau de 2019 contrairement à beaucoup de pays de son groupe. Cette évolution positive de l'IDH n'aboutit pas forcément à l'amélioration régulière du classement.

Au contraire, nous avons assisté durant cette période à une évolution erratique faisant que le classement varie entre le rang 134 en 2017 et 112 en 1994,1998 et 1999. Par ailleurs, d'après les données fournies par le rapport, le Maroc a enregistré un taux de croissance annuel moyen de son IDH de 1,40% durant la période 1990-2022, contre un taux moyen de 0,65% au niveau mondial, 0,95% au niveau des pays en développement, et 0,77% au niveau des pays arabes. Toutefois, on relève une « croissance décroissante » de ce taux d'une période à une autre : 1,6% entre 1990-2000 ; 1,41% entre 2000-2010 et 1,21% entre 2010-2022.

Ces données incitent à se poser des questions.

Globalement, l'IDH Maroc en 2022 qui est de 0,698 est pratiquement le même que celui enregistré au niveau des pays en développement (0,694). Toutefois, si l'on compare les trois indicateurs de cet indice, on relève des différences nettes.

Ainsi, si l'espérance de vie à la naissance est de 75 ans au Maroc, elle est à peine de 70,5 ans dans l'ensemble des PVD ; le nombre d'années de scolarité dégage un déséquilibre en défaveur du Maroc : 6,1 contre 7,6 ; il en est de même pour le RNB par habitant.

Le RNB du Maroc représente 71% de la moyenne des PVD soit respectivement 7900\$ et 11125 \$. L'un des enseignements majeurs à tirer de ces comparaisons c'est que à chaque fois que le Maroc investit sérieusement dans un domaine donné, tel est le cas de la généralisation du vaccin à l'ensemble des nouveau-nés, les résultats ne tarderont pas à apparaître.

Par contre, le fossé se creuse avec les pays comparateurs au niveau de l'éducation et de la création de richesse.



Bien sûr, beaucoup d'analystes et d'hommes politiques soulignent les insuffisances de ce rapport, sachant que des modifications substantielles ont été introduites dans les récentes éditions par rapport aux moutures précédentes.

La perfection est toujours souhaitable.

Mais il faut reconnaître que cet indice tel qu'il est élaboré, sur la base des statistiques nationales faut-il le préciser, est scruté de plus près par les investisseurs et les instituts de notation et de rating.

C'est un instrument à prendre en considération dans tous les cas.



L'homme : vers une valorisation plus juste

Prenons l'exemple d'une simple bouteille d'eau. Son prix varie selon son emplacement : trois dirhams dans une épicerie, dix à l'aéroport, huit dans un restaurant et douze dans un hôtel.

L'eau n'a pas changé, seul son contexte a évolué, lui conférant une valeur différente. De même, la valeur de l'homme n'est pas statique. Elle est influencée par le lieu où il se trouve, l'environnement qui l'entoure et les opportunités qui s'offrent à lui.

En outre, l'homme est son propre moteur. Il est crucial de se féliciter de ses réussites, grandes ou petites, et de cultiver une estime de soi saine.

Partager ses succès avec ses proches renforce le sentiment d'accomplissement et procure un soutien précieux.

Cependant, il est important de ne pas tomber dans le piège des attentes démesurées. Attribuer aux autres la responsabilité de notre bonheur ou de notre validation est une source de déception inévitable.

Apprécier la valeur de ses propres actions et trouver sa satisfaction en soi-même est une voie plus sûre vers l'épanouissement personnel.

L'être humain aspire naturellement à la reconnaissance. Il n'y a aucune honte à exprimer ce besoin auprès de ses proches.

Demander un remerciement sincère ou une appréciation constructive n'est pas une marque de faiblesse, mais plutôt une affirmation de sa valeur et de ses contributions.

Ainsi, l'amour et le soutien des personnes qui nous entourent constituent un trésor inestimable. Accorder de l'importance à l'appréciation de ceux qui nous aiment véritablement est essentiel. Ne pas se laisser submerger par l'attente d'une reconnaissance universelle permet de préserver sainement son estime de soi.

Finalement, la valeur de l'homme est une notion complexe et multidimensionnelle. Savoir se placer dans le bon contexte, cultiver l'auto-encouragement et discerner les attentes réalistes de celles irréalistes sont des clés pour naviguer sereinement dans la quête de reconnaissance et d'accomplissement personnel.

Par Zakaria Berala



L'ODJ R212

LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



DISPONIBLE SUR
 Google Play

**Télécharger notre application
mobile sur Android !**



SCAN ME!

L'ODJ .MA

PRESSPLUS.MA



BIENVENUE SUR L'E-BOOKCASE DE L'ODJ MÉDIA :
L'ODJ IMAG - L'ODJ IWEEK

DÉCOUVREZ NOS PDF CONNECTÉS & AUGMENTÉES EN FLIPBOOK